

Discours du Président Vladimir Poutine durant la dernière séance plénière de la XIe session du Club Valdai (Texte Complet)

Vladimir
Poutine

26 octobre
2014



Vladimir Poutine a pris part à la dernière séance plénière de la XIe session du Club International de Discussion Valdai. Le thème de la réunion était : L'ordre mondial : de nouvelles règles ou un jeu sans règles ?

Cette année, 108 experts, historiens et analystes politiques originaires de 25 pays, dont 62 participants étrangers, ont pris part aux travaux du Club.

La réunion plénière a présenté une synthèse des travaux du Club au cours des trois journées précédentes, qui ont été consacrées à l'analyse des facteurs d'érosion du système actuel des institutions et des normes du droit international.

Retranscription :

Chers collègues, Mesdames et Messieurs, chers amis,

C'est un plaisir de vous accueillir à la XIe réunion du Club Valdai.

Il a déjà été mentionné que le Club a de nouveaux co-organisateurs cette année. Ils comprennent des organisations non gouvernementales russes, des groupes d'experts et de grandes universités. Il a également été suggéré d'élargir les discussions à des questions qui ne sont pas seulement liées à la Russie elle-même, mais aussi à la politique et à l'économie mondiales.

J'espère que ces changements dans l'organisation et le contenu des sessions renforceront l'influence du Club en tant que forum de discussion et d'experts de premier plan. Dans le même temps, j'espère que « l'esprit de Valdai » sera conservé – cette atmosphère libre et ouverte, cette opportunité d'exprimer toutes sortes d'opinions très différentes et franches.

Permettez-moi de dire à cet égard que je ne vais pas vous décevoir et que je vais parler directement et franchement. Certains de mes propos pourront sembler un peu trop rudes, mais si nous ne parlons pas directement et honnêtement de ce que nous pensons vraiment, alors il est absolument inutile de tenir de telles réunions. Il serait préférable, dans ce cas, de se contenter des rencontres diplomatiques, où personne ne dit rien qui ait une véritable portée et, reprenant les paroles d'un célèbre diplomate, où vous vous rendez compte que les diplomates ont une langue faite pour ne pas dire la vérité.

Nous nous réunissons pour d'autres raisons. Nous nous réunissons pour nous parler franchement. Nous avons besoin d'être directs et francs aujourd'hui, non pas pour s'envoyer des piques, mais afin de tenter de faire la lumière sur ce qui se passe dans le monde, d'essayer de comprendre pourquoi le monde est de moins en moins sûr et de plus en plus imprévisible, et pourquoi les risques augmentent partout autour de nous.

Les débats d'aujourd'hui se sont tenus sous le thème : De nouvelles règles ou un jeu sans règles ? Je pense que cette formule décrit avec précision le tournant historique que nous avons atteint aujourd'hui et le choix auquel nous sommes tous confrontés. Bien sûr, il n'y a rien de nouveau dans l'idée que le monde est en train de changer très rapidement. Je sais que c'est quelque chose dont vous avez parlé durant les échanges d'aujourd'hui. Il est certainement difficile de ne pas remarquer les transformations dramatiques dans la politique mondiale et dans l'économie, dans la vie publique, dans l'industrie, l'information et les technologies sociales.

Permettez-moi de vous demander dès maintenant de me pardonner si j'en viens à répéter ce que certains des participants à la discussion ont déjà dit. C'est pratiquement inévitable. Vous avez déjà eu des discussions détaillées, mais je vais exposer mon point de vue. Il coïncidera avec le point de vue des participants sur certains points et divergera sur d'autres.

Tandis que nous analysons la situation d'aujourd'hui, n'oublions pas les leçons de l'histoire. Tout d'abord, les changements dans l'ordre mondial – et tout ce que nous voyons aujourd'hui constitue des événements de cette ampleur – ont généralement été accompagnés sinon par une guerre et des conflits à l'échelle mondiale, du moins par des chaînes de conflits locaux intenses. Deuxièmement, la politique mondiale est avant tout une question de leadership économique, de guerre et de paix, avec une dimension humanitaire, incluant les droits de l'homme.

Aujourd'hui, le monde est plein de contradictions. Nous devons être francs en nous demandant mutuellement si nous avons un filet de sécurité fiable et bien en place. Malheureusement, il n'y a aucune garantie et aucune certitude que le système actuel de sécurité mondiale et régionale soit en mesure de nous protéger des bouleversements. Ce système a été sérieusement affaibli, fragmenté et déformé. Les organisations internationales et régionales de coopération politique, économique, et culturelle traversent également des temps difficiles.

Oui, un grand nombre des mécanismes actuels visant à assurer l'ordre mondial ont été créés il y a très longtemps, y compris et surtout dans la période suivant immédiatement la Seconde Guerre mondiale. Permettez-moi de souligner que la solidité du système créé à l'époque reposait non seulement sur l'équilibre des forces et les droits des pays vainqueurs, mais aussi sur le fait que les « pères fondateurs » de ce système se respectaient mutuellement, n'essayaient pas de mettre la pression sur les autres, mais tentaient de parvenir à des accords.

L'essentiel est que ce système doit se développer, et malgré ses diverses lacunes, il doit au moins être capable de maintenir les problèmes mondiaux actuels dans certaines limites et de réguler l'intensité de la concurrence naturelle entre les nations.

Je suis convaincu que nous ne pouvons pas prendre ce mécanisme de freins et contrepoids que nous avons construit au cours des dernières décennies, parfois avec les plus grands efforts et difficultés, et tout simplement le détruire sans rien reconstruire à sa place. Sinon, nous serions laissés sans instruments autres que la force brute.

Ce que nous devons faire était de procéder à une reconstruction rationnelle et de l'adapter aux nouvelles réalités du système des relations internationales.

Mais les Etats-Unis, s'étant eux-mêmes déclarés vainqueurs de la Guerre Froide, n'en voyaient pas le besoin. Au lieu d'établir un nouvel équilibre des forces, essentiel pour maintenir l'ordre et la stabilité, ils ont pris des mesures qui ont jeté le système dans un déséquilibre marqué et profond.

La Guerre Froide a pris fin, mais elle n'a pas pris fin avec la signature d'un traité de paix comprenant des accords clairs et transparents sur le respect des règles existantes ou la création d'un nouvel ensemble de règles et de normes. Cela a créé l'impression que les soi-disant « vainqueurs » de la Guerre Froide avaient décidé de forcer les événements et de remodeler le monde afin de satisfaire leurs propres besoins et intérêts. Lorsque le système actuel des relations internationales, le droit international et les freins et contrepoids en place faisaient obstacle à

ces objectifs, ce système été déclaré sans valeur, obsolète et nécessitant une démolition immédiate.

Pardonnez l'analogie, mais c'est la façon dont les nouveaux riches se comportent quand ils se retrouvent tout à coup avec une grande fortune, dans ce cas sous la forme d'un leadership et d'une domination mondiale. Au lieu de gérer leur patrimoine intelligemment, pour leur propre bénéfice aussi bien sûr, je pense qu'ils ont commis beaucoup de folies.

Nous sommes entrés dans une période de différentes interprétations et de silences délibérés dans la politique mondiale. Le droit international a maintes fois été forcé de battre en retraite, encore et encore, par l'assaut impitoyable du nihilisme légal. L'objectivité et la justice ont été sacrifiées sur l'autel de l'opportunisme politique. Des interprétations arbitraires et des évaluations biaisées ont remplacé les normes juridiques. Dans le même temps, l'emprise complète sur les médias de masse mondiaux ont rendu possible, quand on le désirait, de présenter le blanc comme noir et le noir comme blanc.

Dans une situation où vous aviez la domination d'un pays et de ses alliés, ou plutôt de ses satellites, la recherche de solutions globales s'est souvent transformée en une tentative d'imposer ses propres recettes universelles. Les ambitions de ce groupe sont devenues si grandes qu'ils ont commencé à présenter les politiques qu'ils concoctaient dans leurs corridors du pouvoir comme le point de vue de l'ensemble de la communauté internationale. Mais ce n'est pas le cas.

La notion même de « souveraineté nationale » est devenue une valeur relative pour la plupart des pays. En essence, ce qui était proposé était cette formule : plus la loyauté de tel ou tel régime en place envers le seul centre de pouvoir dans le monde est grande, plus grande sera sa légitimité.

Nous aurons une discussion libre après mon propos et je serai heureux de répondre à vos questions et je tiens également à utiliser mon droit à vous poser des questions. Que personne n'hésite à essayer de réfuter les arguments que je viens d'exposer lors de la discussion à venir.

Les mesures prises contre ceux qui refusent de se soumettre sont bien connues et ont été essayées et testées de nombreuses fois. Elles comprennent l'usage de la force, la pression économique et la propagande, l'ingérence dans les affaires intérieures, et les appels à une sorte de légitimité « supra-légale » lorsqu'ils ont besoin de justifier une intervention illégale dans tel ou tel conflit ou de renverser des régimes qui dérangent. Dernièrement, nous avons de plus en plus de preuves que le chantage pur et simple a également été utilisé en ce qui concerne un certain nombre de dirigeants. Ce n'est pas pour rien que « Big Brother » dépense des milliards de dollars pour tenir sous surveillance le monde entier, y compris ses propres alliés les plus proches.

Demandons-nous à quel point nous sommes à l'aise avec tout cela, à quel point nous sommes en sécurité, combien nous sommes heureux de vivre dans ce monde, à quel degré de justice et de rationalité il est parvenu. Peut-être n'avons-nous pas de véritables raisons de nous inquiéter, de discuter et de poser des questions embarrassantes ? Peut-être que la position exceptionnelle des États-Unis et la façon dont ils mènent leur leadership est vraiment une bénédiction pour nous tous, et que leur ingérence dans les événements du monde entier apporte la paix, la prospérité, le progrès, la croissance et la démocratie, et nous devrions peut-être seulement nous détendre et profiter de tout cela ?

Permettez-moi de dire que ce n'est pas le cas, absolument pas le cas.

Un diktat unilatéral et le fait d'imposer ses propres modèles aux autres produisent le résultat inverse. Au lieu de régler les conflits, cela conduit à leur escalade ; à la place d'États souverains et stables, nous voyons la propagation croissante du chaos ; et à la place de la démocratie, il y a un soutien pour un public très douteux allant de néo-fascistes avoués à des islamistes radicaux.

Pourquoi soutiennent-ils de tels individus ? Ils le font parce qu'ils décident de les utiliser comme instruments dans la voie de la réalisation de leurs objectifs, mais ensuite, ils se brûlent les doigts et font marche arrière. Je ne cesse jamais d'être étonné par la façon dont nos partenaires ne cessent de marcher sur le même râteau, comme on dit ici en Russie, c'est-à-dire de faire les mêmes erreurs encore et encore.

Ils ont jadis parrainé des mouvements islamistes extrémistes pour combattre l'Union soviétique. Ces groupes se

sont formés au combat et aguerris en Afghanistan, et ont plus tard donné naissance aux Talibans et à Al-Qaïda. L'Occident les a sinon soutenus, du moins a fermé les yeux sur cela, et, je dirais, a fourni des informations et un soutien politique et financier à l'invasion de la Russie et des pays de la région d'Asie centrale par les terroristes internationaux (nous ne l'avons pas oublié). C'est seulement après que des attaques terroristes horribles eurent été commises sur le sol américain lui-même que les États-Unis ont pris conscience de la menace collective du terrorisme. Permettez-moi de vous rappeler que nous avons été le premier pays à soutenir le peuple américain à l'époque, le premier à réagir comme des amis et partenaires après la terrible tragédie du 11 Septembre.

Au cours de mes conversations avec les dirigeants américains et européens, je parlais toujours de la nécessité de lutter ensemble contre le terrorisme, de le considérer comme un défi à l'échelle mondiale. Nous ne pouvons pas nous résigner et accepter cette menace, nous ne pouvons pas la couper en morceaux séparés à l'aide de deux poids deux mesures. Nos partenaires ont exprimé leur accord, mais après quelques temps, nous nous sommes retrouvés au point de départ. Ce fut d'abord l'opération militaire en Irak, puis en Libye, qui a été poussée au bord du gouffre. Pourquoi la Libye a-t-elle été réduite à cette situation ? Aujourd'hui, c'est un pays en danger de démantèlement et qui est devenu un terrain d'entraînement pour les terroristes.

Seule la détermination et la sagesse de la direction égyptienne actuelle a sauvé ce pays arabe clé du chaos et de l'emprise des terroristes. En Syrie, comme par le passé, les États-Unis et leurs alliés ont commencé à financer et armer directement les rebelles et leur ont permis de remplir leurs rangs de mercenaires provenant de divers pays. Permettez-moi de vous demander où ces rebelles obtiennent leur argent, leurs armes et leurs spécialistes militaires ? D'où tout cela vient-il ? Comment l'État Islamique notoire a-t-il réussi à devenir un groupe aussi puissant, de fait une véritable force armée ?

Quant aux sources de financement, aujourd'hui, l'argent ne vient plus seulement de la drogue, dont la production a augmenté non pas de quelques points de pourcentage mais dans des proportions considérables depuis que les forces de la coalition internationale sont intervenues en Afghanistan. Vous êtes au courant de cela. Les terroristes obtiennent également de l'argent en vendant du pétrole. Le pétrole est produit dans le territoire contrôlé par les terroristes, qui le vendent à des prix de dumping, le produisent et le transportent. Mais d'autres achètent ce pétrole, le revendent, et font du profit, sans penser au fait qu'ils financent ainsi les terroristes qui pourraient venir tôt ou tard sur leur propre sol et semer la destruction dans leur propre pays.

Où trouvent-ils les nouvelles recrues ? En Irak, après que Saddam Hussein eut été renversé, les institutions de l'État, y compris l'armée, ont été laissés en ruines. Nous avons dit, à l'époque, soyez très, très prudents. Vous mettez les gens à la rue, et que vont-ils y faire ? N'oubliez pas que légitimement ou non, ils faisaient partie de la direction d'une grande puissance régionale, et en quoi est-ce que vous les transformez maintenant ?

Quel fut le résultat ? Des dizaines de milliers de soldats, d'officiers et d'anciens militants du parti Baas se sont retrouvés à la rue et ont aujourd'hui rejoint les rangs des rebelles. Peut-être cela explique-t-il pourquoi l'État islamique s'est avéré si efficace. En termes militaires, il agit très efficacement et il a certains cadres très compétents. La Russie a mis en garde à plusieurs reprises sur les dangers des actions militaires unilatérales, des interventions dans les affaires des États souverains, et des flirts avec les extrémistes et les radicaux. Nous avons insisté pour que les groupes luttant contre le gouvernement syrien central, surtout l'État islamique, soient inscrits sur les listes des organisations terroristes. Mais avons-nous vu le moindre résultat ? Nous avons lancé des appels en vain.

Nous avons parfois l'impression que nos collègues et amis sont constamment aux prises avec les conséquences de leurs propres politiques, et qu'ils dépensent tous leurs efforts dans le traitement des risques qu'ils ont eux-mêmes créés, en payant un prix de plus en plus élevé.

Chers collègues,

Cette période de domination unipolaire a démontré de manière convaincante que le fait d'avoir un seul centre de pouvoir ne rend pas les processus mondiaux plus faciles à gérer. Au contraire, ce type de construction instable a montré son incapacité à lutter contre les menaces réelles telles que les conflits régionaux, le terrorisme, le trafic de drogue, le fanatisme religieux, le chauvinisme et le néo-nazisme. Dans le même temps, il a ouvert une large voie aux fiertés nationales exacerbées, à la manipulation de l'opinion publique et à la brutalisation et à

l'oppression des faibles par les forts.

Essentiellement, le monde unipolaire est tout simplement un moyen de justifier la dictature sur les individus et les nations. Le monde unipolaire s'est avéré un fardeau trop rude, trop lourd et trop ingérable même pour son chef auto-proclamé. Des commentaires ont été faits dans ce sens juste avant mon intervention, et je suis entièrement d'accord avec eux. Voilà pourquoi nous voyons, en cette nouvelle étape de l'histoire, des tentatives de recréer un semblant de monde quasi-bipolaire en tant que modèle commode pour perpétuer le leadership américain. Peu importe qui prend la place du centre du mal dans la propagande américaine, peu importe qui remplace l'ex-URSS en tant que principal adversaire. Cela pourrait être l'Iran, en tant que pays qui cherche à acquérir la technologie nucléaire, la Chine, en tant que plus grande économie mondiale, ou la Russie, en tant que superpuissance nucléaire.

Aujourd'hui, nous assistons à de nouveaux efforts pour fragmenter le monde, dessiner de nouvelles lignes de clivage, réunir des coalitions qui ne sont pas façonnées pour quelque chose mais dirigées contre quelqu'un, qui que ce soit, pour créer l'image d'un ennemi comme ce fut le cas pendant les années de Guerre Froide, et s'emparer du droit à ce leadership, ou diktat si vous préférez. La situation était présentée de cette façon au cours de la Guerre Froide. Nous savons tous cela et nous le comprenons bien. Les Etats-Unis ont toujours dit à leurs alliés : « Nous avons un ennemi commun, un ennemi terrible, le centre du mal, et nous vous protégeons, vous nos alliés, de cet ennemi, et nous avons donc le droit de vous donner des ordres, de vous forcer à sacrifier vos intérêts politiques et économiques et à payer votre quote-part des coûts de cette défense collective, mais nous serons les responsables de tout cela bien sûr. » En bref, nous voyons aujourd'hui des tentatives, dans un monde nouveau et changeant, de reproduire les modèles familiers de la gestion globale, et tout cela de manière à garantir aux États-Unis leur situation exceptionnelle et à récolter des dividendes politiques et économiques.

Mais ces tentatives sont de plus en plus déconnectées de la réalité et sont en contradiction avec la diversité du monde. Des mesures de ce genre créent inévitablement des confrontations et provoquent des contre-mesures, et ont pour résultat l'effet inverse de ce qui était souhaité. Nous voyons ce qui se passe quand la politique commence imprudemment à s'ingérer dans l'économie et que la logique des décisions rationnelles cède la place à la logique de confrontation, qui ne fait que nuire aux propres positions et intérêts économiques des pays en question, y compris les intérêts des entreprises nationales.

Les projets économiques communs et les investissements mutuels rapprochent objectivement les pays et contribuent à aplanir les problèmes actuels dans les relations entre Etats. Mais aujourd'hui, la communauté mondiale des affaires fait face à des pressions sans précédent de la part des gouvernements occidentaux. De quelles affaires, de quelles opportunités économiques ou de quel pragmatisme peut-on encore parler lorsque nous entendons des slogans tels que « la patrie est en danger », « le monde libre est menacé », et « la démocratie est en péril » ? Et tout le monde doit alors se mobiliser. Voilà à quoi ressemble une vraie politique de mobilisation.

Les sanctions sapent déjà les fondements du commerce mondial, les règles de l'OMC et le principe de l'inviolabilité de la propriété privée. Ils portent un coup dangereux au modèle libéral de la mondialisation fondé sur les marchés, la liberté et la concurrence, qui, permettez-moi de le souligner, est précisément un modèle qui a avant tout bénéficié aux pays occidentaux. Et maintenant, ils risquent de perdre la confiance en tant que gouvernants de la mondialisation. Nous devons nous demander, pourquoi était-ce nécessaire ? Après tout, la prospérité des États-Unis repose en grande partie sur la confiance des investisseurs et des détenteurs étrangers de dollars et de valeurs mobilières étasuniennes. Cette confiance est clairement mise à mal et des signes de désillusion quant aux fruits de la mondialisation sont maintenant visibles dans de nombreux pays.

Le précédent bien connu de Chypre et les sanctions pour des motifs politiques n'ont fait que renforcer la tendance à chercher à renforcer la souveraineté économique et financière et la volonté des pays ou de leurs groupes régionaux de trouver des moyens de se protéger contre les risques de pressions extérieures. Nous voyons déjà que de plus en plus de pays cherchent des moyens de devenir moins dépendants du dollar et mettent en place des systèmes financiers, de paiement et des monnaies de réserve alternatifs. Je pense que nos amis américains sont tout simplement en train de scier la branche sur laquelle ils sont assis. On ne peut pas mélanger la politique et l'économie, mais c'est ce qui se passe maintenant. J'ai toujours pensé et je pense encore aujourd'hui que les

sanctions pour des motifs politiques sont une erreur qui nuira à tous, mais je suis sûr que nous reviendrons sur ce point.

Nous savons comment ces décisions ont été prises et qui exerçait les pressions. Mais permettez-moi de souligner que la Russie ne va pas perdre son calme, s'offenser ou venir mendier à la porte de quiconque. La Russie est un pays auto-suffisant. Nous allons travailler au sein de l'environnement économique international qui a pris forme, développer la production et la technologie nationales et agir de façon plus décisive pour mener à bien notre transformation. Les pressions de l'extérieur, comme cela a été le cas à plusieurs reprises par le passé, ne feront que consolider notre société, nous maintenir en éveil et nous amener à nous concentrer sur nos principaux objectifs de développement.

Bien sûr, les sanctions constituent un obstacle. Ils essaient de nous affaiblir par ces sanctions, d'entraver notre développement et de nous pousser à l'isolement politique, économique et culturel, en d'autres termes nous forcer à prendre du retard. Mais permettez-moi de rappeler encore une fois que le monde est un endroit très différent aujourd'hui. Nous n'avons pas l'intention de nous isoler de quiconque ou de choisir une sorte de voie de développement fermée, en essayant de vivre en autarcie. Nous sommes toujours ouverts au dialogue, y compris au sujet de la normalisation de nos relations économiques et politiques. Nous comptons ici sur l'approche et la position pragmatiques des milieux d'affaires dans les principaux pays.

Certains disent aujourd'hui que la Russie tournerait le dos à l'Europe – de tels propos ont probablement été tenus ici aussi lors des discussions – et rechercherait de nouveaux partenaires commerciaux, surtout en Asie. Permettez-moi de dire que ce n'est absolument pas le cas. Notre politique active dans la région Asie-Pacifique n'a pas commencé d'hier, et non en réponse aux sanctions, mais c'est une politique que nous suivons depuis maintenant un bon nombre d'années. Comme beaucoup d'autres pays, y compris les pays occidentaux, nous avons vu que l'Asie joue un rôle de plus en plus important dans le monde, dans l'économie et dans la politique, et nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre d'ignorer ces développements.

Permettez-moi de dire encore une fois que tout le monde agit ainsi, et nous allons le faire nous aussi, d'autant plus qu'une grande partie de notre pays est géographiquement en Asie. Au nom de quoi devrions-nous ne pas faire usage de nos avantages concurrentiels dans ce domaine ? Ce serait faire preuve d'une vue extrêmement courte que de ne pas le faire.

Le développement des relations économiques avec ces pays et la réalisation de projets d'intégration communs créent aussi de grandes incitations pour notre développement national. Les tendances démographiques, économiques et culturelles actuelles suggèrent que la dépendance à une seule superpuissance va objectivement diminuer. C'est une chose que les experts européens et américains ont également évoqué dans leurs réunions et travaux.

Peut-être que l'évolution de la politique internationale sera le reflet de l'évolution que nous constatons dans l'économie mondiale, à savoir la concurrence intensive pour des niches spécifiques et des changements fréquents de dirigeants dans des domaines précis. Ceci est tout à fait possible.

Il ne fait aucun doute que des facteurs humanitaires tels que l'éducation, la science, la santé et la culture jouent un rôle plus important dans la concurrence mondiale. Cela a également un impact important sur les relations internationales, y compris parce que cette ressource douce (soft power) dépendra dans une large mesure des réalisations concrètes dans le développement du capital humain plutôt que des trucages sophistiqués de la propagande.

Dans le même temps, la formation d'un soi-disant monde polycentrique (je voudrais également attirer l'attention sur cela, chers collègues), en soi et d'elle-même, n'améliore pas la stabilité ; de fait, il est plus probable que ce soit l'inverse. L'objectif d'atteindre l'équilibre mondial est en train de devenir un casse-tête assez difficile, une équation à plusieurs inconnues.

Qu'est-ce que l'avenir nous réserve donc, si nous choisissons de ne pas respecter les règles – même si elles peuvent être strictes et peu pratiques – mais plutôt de vivre sans règles du tout ? Et ce scénario est tout à fait possible ; nous ne pouvons pas l'exclure, compte tenu des tensions dans la situation internationale. Beaucoup de

prédictions peuvent déjà être faites, en tenant compte des tendances actuelles, et malheureusement, elles ne sont pas optimistes. Si nous ne créons pas un système clair d'engagements et d'accords mutuels, si nous ne construisons pas les mécanismes de gestion et de résolution des situations de crise, les symptômes de l'anarchie mondiale vont inévitablement s'accroître.

Aujourd'hui, nous voyons déjà une forte augmentation de la probabilité de tout un ensemble de conflits violents avec la participation directe ou indirecte des plus grandes puissances mondiales. Et les facteurs de risque comprennent non seulement les conflits multinationaux traditionnels, mais aussi l'instabilité interne dans différents États, surtout quand on parle de nations situées aux intersections des intérêts géopolitiques des grandes puissances, ou à la frontière de continents civilisationnels, culturels, historiques et économiques.

L'Ukraine, qui j'en suis sûr a été longuement évoquée et dont nous parlerons encore, est l'un des exemples de ces sortes de conflits qui affectent l'équilibre international des puissances, et je pense que ce ne sera certainement pas le dernier. De là émane la prochaine menace réelle de détruire le système actuel d'accords de contrôle des armements. Et ce processus dangereux a été initié par les Etats-Unis d'Amérique quand ils se sont unilatéralement retirés du Traité sur les missiles anti-balistiques (ABM) en 2002, puis se sont lancés dans la création de leur système global de défense antimissile et poursuivent aujourd'hui activement ce processus.

Chers collègues et amis,

Je tiens à souligner que nous ne sommes pas à l'origine de tout cela. Une fois de plus, nous glissons vers des temps où, au lieu de l'équilibre des intérêts et des garanties mutuelles, ce sera la peur et l'équilibre de la destruction mutuelle qui empêcheront les nations de se livrer à un conflit direct. En l'absence d'instruments juridiques et politiques, les armes deviennent encore une fois le point focal de l'ordre du jour mondial ; elles sont utilisées n'importe où et n'importe comment, sans la moindre sanction du Conseil de sécurité de l'ONU. Et si le Conseil de sécurité refuse de rendre de tels arrêts, alors on le condamne immédiatement comme un instrument dépassé et inefficace.

De nombreux États ne voient pas d'autres moyens d'assurer leur souveraineté qu'en obtenant leurs propres bombes. Cela est extrêmement dangereux. Nous insistons sur la nécessité de poursuivre les négociations ; nous ne sommes pas seulement en faveur de pourparlers, mais nous insistons sur la nécessité de poursuivre les pourparlers de réduction des arsenaux nucléaires. Moins nous aurons d'armes nucléaires dans le monde, mieux ce sera. Et nous sommes prêts à mener les discussions les plus sérieuses et les plus concrètes sur le désarmement nucléaire – mais seulement des discussions sérieuses sans aucun deux poids, deux mesures.

Qu'est-ce que je veux dire par là ? Aujourd'hui, de nombreux types d'armes de haute précision sont déjà assimilables à des armes de destruction massive en termes de capacité, et en cas de renonciation complète aux armes nucléaires ou de réduction radicale du potentiel nucléaire, les nations qui sont des leaders dans la création et la production de systèmes de haute précision auront un net avantage militaire. La parité stratégique sera perturbée, ce qui est susceptible d'entraîner de la déstabilisation. Le recours à une soi-disant première frappe préventive globale peut devenir tentant. En bref, les risques ne diminuent pas, mais s'intensifient.

La prochaine menace évidente est l'escalade plus avant de conflits ethniques, religieux et sociaux. De tels conflits sont dangereux non seulement en tant que tels, mais aussi parce qu'ils créent des zones d'anarchie, d'absence total de lois et de chaos autour d'eux, des lieux qui sont commodes pour les terroristes et les criminels, et où la piraterie, le trafic d'êtres humains et le trafic de drogue sont florissants.

D'ailleurs, nos collègues ont alors essayé de contrôler plus ou moins ces processus, d'exploiter les conflits régionaux et de concevoir des « révolutions colorées » en fonction de leurs intérêts, mais le génie s'est échappé de la lampe. Il semble que les pères de la théorie du chaos contrôlé eux-mêmes ne sachent plus quoi en faire ; il y a confusion dans leurs rangs.

Nous suivons de près les discussions à la fois au sein de l'élite dirigeante et de la communauté des experts. Il suffit de regarder les gros titres de la presse occidentale de l'année dernière. Les mêmes personnes sont appelées des combattants pour la démocratie, puis des islamistes ; d'abord, ils parlent de révolutions puis ils parlent d'émeutes et de soulèvements. Le résultat est évident : la propagation du chaos mondial.

Chers collègues,

Compte tenu de la situation mondiale, il est temps de commencer à se mettre d'accord sur des choses fondamentales. Ceci est d'une importance et d'une nécessité extrêmes ; cela vaudrait beaucoup mieux que de se retirer dans nos propres retranchements. Plus nous faisons face à des problèmes communs, plus nous nous trouvons dans le même bateau, pour ainsi dire. Et la manière sensée de trouver une issue réside dans la coopération entre les nations, les sociétés, dans le fait de trouver des réponses collectives aux défis croissants, et dans la gestion commune des risques. Certes, certains de nos partenaires, pour des raisons bien à eux, ne se remémorent cela que lorsque c'est dans leurs intérêts.

L'expérience pratique montre que les réponses communes aux défis ne sont pas toujours une panacée, et il faut que nous comprenions cela. En outre, dans la plupart des cas, elles sont difficiles à atteindre : il n'est pas facile de surmonter les différences dans les intérêts nationaux et la subjectivité de différentes approches, en particulier lorsqu'il s'agit de pays ayant des traditions culturelles et historiques différentes. Mais néanmoins, nous avons des exemples où, ayant des objectifs communs et agissant sur la base des mêmes critères, nous avons obtenu collectivement un réel succès.

Permettez-moi de vous rappeler la résolution du problème des armes chimiques en Syrie, et le dialogue de fond conséquent sur le programme nucléaire iranien, ainsi que notre travail sur les questions nord-coréennes, qui ont aussi connu des résultats positifs. Pourquoi ne pouvons-nous pas utiliser cette expérience à l'avenir pour relever les défis locaux et mondiaux ?

Quelle pourrait être la base juridique, politique, et économique pour un nouvel ordre mondial qui permettrait la stabilité et la sécurité, tout en encourageant une saine concurrence, et en ne permettant pas la formation de nouveaux monopoles qui entravent le développement ? Il est peu probable que quiconque puisse proposer dès à présent des solutions absolument exhaustives et prêtes à l'emploi. Nous aurons besoin de beaucoup de travail et de la participation d'un large éventail de gouvernements, d'entreprises mondiales, de la société civile, et de plateformes d'experts telles que celle-ci.

Cependant, il est évident que les succès et les résultats réels ne sont possibles que si les participants clés des affaires internationales peuvent se mettre d'accord sur l'harmonisation des intérêts de base, sur le fait de s'imposer des limites raisonnables, et de donner l'exemple d'un leadership positif et responsable. Nous devons identifier clairement où se terminent les actions unilatérales et nous avons besoin de mettre en œuvre des mécanismes multilatéraux. Et dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité du droit international, nous devons résoudre le dilemme entre les actions de la communauté internationale visant à assurer la sécurité et les droits de l'homme, et le principe de la souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État, quel qu'il soit.

Ces collisions mêmes conduisent de plus en plus à une interférence extérieure arbitraire dans des processus internes complexes, et encore et encore, ils provoquent des conflits dangereux entre les principaux acteurs mondiaux. La question de la préservation de la souveraineté devient presque primordiale dans le maintien et le renforcement de la stabilité mondiale.

De toute évidence, discuter des critères de l'utilisation de la force extérieure est extrêmement difficile. Il est pratiquement impossible de la séparer des intérêts des nations particulières. Cependant, il est beaucoup plus dangereux de rester dans une situation où il n'y a pas d'accords qui soient clairs pour tout le monde, et où des conditions claires pour l'ingérence nécessaire et légale ne sont pas fixées.

J'ajouterais que les relations internationales doivent être basées sur le droit international, qui lui-même doit reposer sur des principes moraux tels que la justice, l'égalité et la vérité. Peut-être le plus important est-il le respect de ses partenaires et de leurs intérêts. C'est une formule évidente, mais le fait de la respecter, tout simplement, pourrait changer radicalement la situation mondiale.

Je suis certain qu'avec une volonté réelle, nous pouvons restaurer l'efficacité du système international et des institutions régionales. Nous n'avons même pas besoin de reconstruire quelque chose de nouveau, à partir de zéro ; ce n'est pas une « terre vierge », d'autant plus que les institutions créées après la Seconde Guerre

mondiale sont relativement universelles et peuvent être dotées d'un contenu moderne et adéquat pour gérer la situation actuelle.

Cela est vrai quant à l'amélioration du travail de l'ONU, dont le rôle central est irremplaçable, ainsi que celui de l'OSCE, qui, durant 40 ans, a démontré qu'elle était un mécanisme nécessaire pour assurer la sécurité et la coopération dans la région euro-atlantique. Je dois dire que même aujourd'hui, en essayant de résoudre la crise dans le sud-est de l'Ukraine, l'OSCE joue un rôle très positif.

À la lumière des changements fondamentaux dans l'environnement international, l'augmentation des désordres incontrôlables et des diverses menaces, nous avons besoin d'un nouveau consensus mondial des forces responsables. Il ne s'agit pas de conclure certaines transactions locales ou un partage des zones d'influence dans l'esprit de la diplomatie classique, ni d'assurer la domination globale et complète de quiconque. Je pense que nous avons besoin d'une nouvelle version de l'interdépendance. Nous ne devrions pas avoir peur de cela. Au contraire, c'est un bon instrument pour harmoniser les positions.

Ceci est particulièrement pertinent étant donné le renforcement et la croissance de certaines régions de la planète, processus qui nécessite objectivement l'institutionnalisation de ces nouveaux pôles, par la création de puissantes organisations régionales et l'élaboration de règles pour leur interaction. La coopération entre ces centres contribuerait sérieusement à la stabilité de la sécurité, de la politique et de l'économie mondiales. Mais afin d'établir un tel dialogue, nous devons partir du postulat selon lequel tous les centres régionaux et projets d'intégration qui se forment autour d'eux doivent avoir les mêmes droits au développement, afin qu'ils puissent se compléter mutuellement et que personne ne puisse artificiellement les forcer à entrer en conflit ou en opposition. De telles actions destructrices briseraient les liens entre les Etats, et les Etats eux-mêmes seraient soumis à des difficultés extrêmes, voire même à une destruction totale.

Je voudrais vous rappeler les événements de l'année dernière. Nous avons prévenu nos partenaires américains et européens que les décisions hâtives prises en coulisses, par exemple, sur l'association de l'Ukraine avec l'UE, étaient emplies de risques graves pour l'économie. Nous n'avons pas même évoqué les problèmes politiques ; nous n'avons parlé que de l'économie, en disant que de telles mesures, mises en place sans arrangements préalables, nuiraient aux intérêts de nombreux autres pays, dont la Russie – en tant que principal partenaire commercial de l'Ukraine –, et qu'un large débat sur ces questions était nécessaire. D'ailleurs, à cet égard, je vous rappelle que par exemple, les négociations sur l'adhésion de la Russie à l'OMC ont duré 19 ans. Ce fut un travail très difficile, et un certain consensus a finalement été atteint.

Pourquoi est-ce que je soulève cette question ? Parce qu'en mettant en œuvre ce projet d'association avec l'Ukraine, nos partenaires seraient venus à nous avec leurs biens et services par la porte arrière, pour ainsi dire, et nous n'avons pas donné notre accord pour cela, personne ne nous a rien demandé à ce sujet. Nous avons eu des discussions sur tous les sujets liés à l'association de l'Ukraine avec l'UE, des discussions persistantes, mais je tiens à souligner que notre action a été menée d'une manière tout à fait civilisée, en indiquant des problèmes possibles, et en soulignant les raisonnements et arguments évidents. Mais personne ne voulait nous écouter et personne ne voulait discuter. Ils nous ont simplement dit : ce ne sont pas vos affaires, point, fin de la discussion. Au lieu du dialogue global mais – je le souligne – civilisé que nous proposons, ils en sont venus à un renversement de gouvernement ; ils ont plongé le pays dans le chaos, dans l'effondrement économique et social, dans une guerre civile avec des pertes considérables.

Pourquoi ? Quand je demande à mes collègues pourquoi, ils n'ont plus de réponse ; personne ne dit rien. C'est tout. Tout le monde est désemparé, disant que ça c'est juste passé comme ça. Ces actions n'auraient pas dû être encouragées – cela ne pouvait pas fonctionner. Après tout (je me suis déjà exprimé à ce sujet), l'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch avait tout signé, il était d'accord avec tout. Pourquoi ont-ils fait ça ? Dans quel but ? Est-ce là une manière civilisée de résoudre les problèmes ? Apparemment, ceux qui fomentent constamment de nouvelles « révolutions colorées » se considèrent comme de « brillants artistes » et ne peuvent tout simplement pas s'arrêter.

Je suis certain que le travail des associations intégrées, la coopération des structures régionales, doivent être construits sur une base transparente et claire ; le processus de formation de l'Union économique eurasiennne est un bon exemple d'une telle transparence. Les États qui font partie de ce projet ont informé leurs partenaires de

leurs plans à l'avance, en précisant les paramètres de notre association et les principes de son travail, qui correspondent pleinement aux règles de l'Organisation mondiale du commerce.

J'ajouterais que nous aurions également accueilli favorablement l'initiation d'un dialogue concret entre l'Eurasie et l'Union européenne. D'ailleurs, ils nous ont presque catégoriquement refusé cela, et il est également difficile d'en comprendre les raisons. Qu'est-ce qu'il y a de si effrayant à cela ?

Et bien sûr, avec un tel travail conjoint, on pourrait penser que nous devons nous engager dans un dialogue (j'ai évoqué cela à de nombreuses reprises et j'ai entendu l'accord de plusieurs de nos partenaires occidentaux, du moins en Europe) sur la nécessité de créer un espace commun pour la coopération économique et humanitaire s'étendant depuis l'Atlantique jusqu'à l'océan Pacifique.

Chers collègues,

La Russie a fait son choix. Nos priorités sont d'améliorer encore nos institutions démocratiques et notre économie ouverte, d'accélérer notre développement interne, en tenant compte de toutes les tendances modernes positives observées dans le monde, et en consolidant notre société sur la base des valeurs traditionnelles et du patriotisme.

Nous avons un agenda pacifique et positif, tourné vers l'intégration. Nous travaillons activement avec nos collègues de l'Union économique eurasiennne, de l'Organisation de coopération de Shanghai, du BRICS et avec d'autres partenaires. Ce programme vise à renforcer les liens entre les gouvernements, pas à les fragiliser. Nous ne prévoyons pas de façonner des blocs ou de participer à un échange de coups.

Les allégations et déclarations selon lesquelles la Russie essaie d'établir une sorte d'empire, empiétant sur la souveraineté de ses voisins, n'ont aucun fondement. La Russie n'a pas besoin d'un quelconque rôle spécial ou exclusif dans le monde – je tiens à le souligner. Tout en respectant les intérêts des autres, nous voulons simplement que nos propres intérêts soient pris en compte et que notre position soit respectée.

Nous sommes bien conscients du fait que le monde est entré dans une ère de changements et de transformations globales, dans laquelle nous avons tous besoin d'un degré particulier de prudence et de la capacité à éviter toutes mesures irréfléchies. Dans les années suivant la guerre froide, les acteurs politiques mondiaux ont en quelque sorte perdu ces qualités. Maintenant, nous devons nous les rappeler. Sinon, les espoirs d'un développement stable et pacifique seront une illusion dangereuse, tandis que la crise d'aujourd'hui servira simplement de prélude à l'effondrement de l'ordre mondial.

Oui, bien sûr, j'ai déjà souligné que la construction d'un ordre mondial plus stable est une tâche difficile. Nous parlons d'une tâche longue et difficile. Nous avons réussi à élaborer des règles pour l'interaction après la Seconde Guerre mondiale, et nous avons pu parvenir à un accord à Helsinki dans les années 1970. Notre devoir commun est de résoudre ce défi fondamental à cette nouvelle étape du développement.

Je vous remercie vivement pour votre attention.

Traduction : <http://www.sayed7asan.blogspot.fr>

Contact : 7asan.saleh [at] gmail.com

Texte original (russe) : <http://kremlin.ru/news/46860>

Traduction (anglais) : <http://eng.news.kremlin.ru/news/23137>

Traduction française : <http://www.sayed7asan.blogspot.fr>

»» <http://sayed7asan.blogspot.fr/2014/10/vladimir-poutine-sur-le-nouvel-ordre.html>